

DE NOTRE DESTINÉE

POLITIQUE ET POLITIQUE



DE ce que notre vocation nationale, en tant que groupe ethniquement distinct de la nation canadienne, est principalement spirituelle et même surnaturelle, s'ensuit-il que nous devons éviter de nous mêler à la politique de notre pays, qui est principalement d'ordre temporel ?

Quelques-uns semblent le croire, de ceux qui pensent que la politique et la religion ne sont pas seulement deux choses bien distinctes—ce que tout le monde doit admettre—mais qu'elles sont, de plus, deux choses nécessairement séparées et même inconciliables.

Et deux classes de personnes pourtant bien différentes par ailleurs, arrivent par des voies opposées à cette conclusion de l'incompatibilité entre le temporel et le spirituel. L'une se compose des partisans du laïcisme naturaliste, qui veulent séparer le ciel de la terre, l'Eglise, de l'Etat, le spirituel du temporel, les hommes d'Etat des gens d'Eglise, laissant à ceux-ci tout le spirituel, estimé sans grande valeur, et réclamant pour eux tout le temporel qu'ils jugent bon à garder et à gérer. L'autre est celle des partisans d'un mysticisme outré et presque quiétiste dans un sens nouveau, qui ne veulent pas s'occuper de la politique qu'ils trouvent trop profane, trop décriée, trop compromise et trop compromettante, trop absorbante et trop dangereuse pour des hommes pieux et même pour des hommes distingués.

Les premiers paraissent s'inspirer d'un faux principe, le rationalisme, auquel s'ajoute peut-être une préoccupation trop vive et un peu intéressée des biens temporels. Les seconds pèchent par un excès de désintéressement de ce même temporel et paraissent oublier une vérité: les intérêts spirituels ne sont pas opposés aux temporels et n'en peuvent être absolument séparés. Dans la société, comme dans l'homme et même comme dans la personne auguste de l'homme-Dieu, le spirituel et le surnaturel sont unis au temporel et même au matériel, et il n'est au pouvoir de personne de les séparer.

Personne ne doit être plus catholique que le Pape, et personne n'osera affirmer que le saint Pape Pie X ne fut pas suffisamment mystique, soucieux des intérêts spirituels, libre de toute attache exagérée aux biens temporels. Or voici ce qu'il disait, peu de temps après son ascension au souverain pontificat, dans son allocution consistoriale du 9 novembre 1903: c'est une parole connue, mais il faut la répéter :

Nous devons raffermir les principes de la discipline, du pouvoir, de la justice et de l'équité, principes que l'on

veut déraciner aujourd'hui, ramener à la règle et au droit sentier de la bonneté dans la vie publique et dans la vie privée, sur le terrain social et sur le terrain politique tous les hommes et chacun d'eux, ceux qui obéissent et ceux qui commandent, car ils sont tous fils d'un même Père qui est aux cieux.

Nous ne dissimulons pas que Nous choquons quelques personnes en disant que Nous Nous occuperons nécessairement de politique. Mais quiconque veut juger équitablement voit bien que le Souverain Pontife, investi par Dieu d'un magistère suprême, n'a pas le droit d'arracher les affaires politiques du domaine de la foi et des mœurs. En outre, chef et guide souverain de la société parfaite qui est l'Eglise, société composée d'hommes et établie parmi les hommes, il ne peut que vouloir entretenir des relations avec les chefs d'Etat et les membres des gouvernements, s'il veut que tous les pays du monde protègent la liberté et la sécurité des catholiques.

D'après cet enseignement et cet exemple, les plus hauts qui puissent être invoqués et proposés, les catholiques même les plus désintéressés du temporel, ne peuvent pas plus s'exiler de la politique qu'ils n'en peuvent être exilés. Ce n'est pas seulement pour exercer un droit, mais c'est pour accomplir un devoir que tous les citoyens et, à plus forte raison, les citoyens catholiques doivent s'occuper, surtout dans nos régimes parlementaires, des intérêts de la société, doivent s'occuper nécessairement de politique.

* * *

Mais il y a politique et politique. Lorsque M. René Bazin signalait la *politique* comme l'un des dangers ou des ennemis qui menacent l'âme canadienne-française, il ne prenait pas ce mot au sens où l'entendait Bossuet écrivant son traité de *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*.

Il y a une politique dirigée par la droite raison éclairée par Dieu, qui travaille au bien de la nation, qui coordonne le bien général avec le bien particulier subordonnant celui-ci à celui-là, une politique, la vraie et la bonne, qui fait que les gouvernants et les autorités sociales se dévouent au bien général. Et il y a une autre politique, inspirée par la passion et l'intérêt, la passion et l'intérêt du parti ou de l'individu prenant la place du bien général. Cette politique, la fautive et la mauvaise, qui subordonne le bien général au bien particulier, n'enseigne pas aux dirigeants à se dévouer, mais à profiter, à accaparer, pour eux et leurs partisans.